

# **PERIODISATION ET MOUVEMENT DE LA SOCIETE**

*Mostefa BOUTEFNOUCHET*

*Chargé de cours à l'Institut de Sociologie*

Pour comprendre la structuration de la société algérienne, il est nécessaire de recourir à la notion de périodisation. En effet, la société algérienne a traversé depuis une trentaine d'années des périodes ou des phases qui peuvent paraître homogènes. Il est tout à fait acceptable de situer les années 1954 et 1962, comme celles de phases réelles très caractéristiques. Dans les deux cas, il y eut redéfinition du cours d'évolution de la société, et dans les deux cas, il y eut des éléments nouveaux concernant l'ensemble social.

De la même façon, certaines années après l'indépendance nationale ont inscrit des événements majeurs. Il en est ainsi des années 1970-1971, durant lesquelles la nationalisation et la socialisation de l'économie visaient à ouvrir une nouvelle ère en Algérie ; il en est de même de l'année 1976, qui enregistre la promulgation de la Charte Nationale et de la Constitution.

Après cela, il est possible de relier les années 1980 et 1985 à cette notion de périodisation. Ces années constituent le prolongement ou le renforcement des phases précédentes. Ainsi l'année 1980 introduit l'idée de la priorité aux actions sociales qui ont été négligées en 1970-1971, au profit de l'organisation économique de la production. L'année 1985 est marquée par une nouvelle réflexion sur la Charte Nationale, débattue en 1976, réflexion relative à "l'enrichissement de la Charte Nationale", selon la terminologie officielle.

Ainsi, si nous prenons une règle et un crayon et que nous joignons les points de repère, nous aurons des intervalles de temps qui vont constituer autant de phases : 1954-1962 ; 1962-1970 ; 1970-1975 ; 1976-1980 ; 1980-1985. Les cinq intervalles schématisés constituent, à notre sens, les cinq phases de la logique de la structuration de la société algérienne. La structuration de la société est largement conditionnée par les événements et les dynamiques qui se déroulent à l'intérieur de chaque intervalle de temps. Comme, inversement, chaque nouvelle phase est amplement déterminée par le niveau et le potentiel de la structuration sociale. Ainsi certaines actions d'envergure nationale ne peuvent pas exister si des catégories sociales précises ne sont pas constituées pour les prendre en charge. Nous ne discuterons pas ici de l'orientation du sens social. Cette orientation du sens n'est jamais monolithique et simple, elle est toujours plus variée et complexe.

Notre hypothèse de base dans l'interprétation des phases est que ni le politique, ni l'économique, ni l'éducatif n'émergent isolément par décision unilatérale. Ainsi

nous dirons que le soubassement sociologique de la société favorise ou détermine les innovations politiques, économiques et éducatives. Toutes les décisions sectorielles et les prises de position officielle prennent leur source dans le champ du substrat social, qu'elles orientent selon le sens de la demande même des milieux sociaux considérés.

Par là, les phases d'évolution de la logique ou de la dynamique de la structuration sociale vont présenter certains caractères spécifiques :

- chaque phase est marquée par un paramètre, au moins, ou une série de paramètres inhérents à la période considérée. De 1954 à 1962, apparaît une forme de solidarité sociale liée au combat libérateur ; de 1962 à 1970, on voit la notion de liberté individuelle et collective s'étendre à l'ensemble social ; de 1970 à 1976, la construction sociale voit l'introduction de l'industrialisation comme forme de progrès et la socialisation comme forme de gestion ; de 1976 à 1980, l'établissement des normes de fonctionnement de la société, l'orientation du sens des actions et la définition de la forme de gouvernement ; de 1980 à 1985, on assiste à une plus grande considération du social et à la mise en œuvre d'une régulation économique et quasi-sociétale avec l'évènement de l'enrichissement de la Charte Nationale.

- dans chaque phase, les différentes catégories sociales participent du paramètre dominant de la période ou lorsqu'elles ne participent pas, elles sont directement concernées et impliquées par le caractère dominant de la période. Entre 1954 et 1962, toutes les couches et les catégories sociales sont concernées par la guerre de libération ; entre 1962 et 1970, toutes les catégories sociales sont concernées par la gestion de la liberté, même si le niveau d'intérêt diffère d'une catégorie à l'autre ; entre 1970 et 1976, les catégories sociales les plus impliquées par la socialisation de l'économie sont les travailleurs et les paysans, bien que d'autres catégories comme les commerçants, mandataires et entrepreneurs aient profité de la socialisation de l'économie ; entre 1976 et 1980, c'est surtout l'élite et les catégories au pouvoir qui, devant la complexité grandissante du fonctionnement social, sont intéressées par les modalités de la régulation sociale et par la définition de l'Etat ; entre 1980 et 1985, les formes de régulation et de socialisation des phases antérieures sont l'objet d'adaptation entre l'Etat, les institutions et les diverses catégories sociales.

Dans l'ensemble, le sociologique participe directement de chacune des phases énumérées.

Malgré l'apparence des années citées comme références, notamment 1954, 1962 et 1976, les phases de la structuration sociale ne sont pas liées à des événements politiques. Ainsi, l'élection présidentielle, la nomination au gouvernement, le changement de gouvernement, les contrats internationaux de coopération, les décrets du journal officiel, ne peuvent pas en eux-mêmes faire démarrer ou faire cesser une phase. Une phase est un ensemble logique dans lequel la population est totalement ou majoritairement impliquée dans ses structures et dans ses fonctions. Le démarrage ou la fin d'une phase relève d'une conjonction d'évènements politiques, économiques, culturels et sociaux qui ont lieu en même temps et permettent l'instauration d'un nouveau type de relations sociales.

Schématiquement, les phases de la structuration ne dépendent pas de dates politiques mais de pratiques sociales élargies à l'ensemble de la société, ou à sa majorité absolue. Cependant, les phases de la structuration englobent totalement les événements politiques qu'elles suscitent et qu'elles justifient.

Le caractère essentiel des phases de la structuration sociale depuis 1954 est leur brièveté et leur rapidité. D'après les thèses d'Ibn Khaldoun, de G. Gurvitch et de E. Sicard, le changement social se réalise en fonction des générations, soit par des périodes de trente ans environ. Ces thèses sont justes mais doivent être complétées par le contexte de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. La périodisation de la structuration sociale depuis 1954 en Algérie, correspond à des mini-phases. Au lieu que la période corresponde à l'intervalle de la génération, c'est-à-dire toutes les trente années, elle correspond à l'intervalle, beaucoup plus bref, d'une classe d'âge, c'est-à-dire, toutes les 5 à 6 années.

Entre les intervalles de 1954, 1962, 1970, 1976, 1980 et 1985, nous relevons des périodes de 7, 8, 6, 4 et 5 années. Certaines phases, comme celles de 1954, 1962 et 1970 sont plus longues, d'autres phases comme celles de 1976, 1980 et 1985 sont plus brèves, mais la moyenne générale reste équivalente à 6 années, c'est-à-dire l'âge de la scolarisation des enfants nés au début de chaque période.

Cela signifie, à notre avis, que les phases de la structuration de la société sont particulièrement brèves et rapides. Cela signifie aussi que les changements de toutes sortes intervenus en Algérie depuis 1954 sont particulièrement accélérés.

De là, même si la société algérienne n'a pas changé sa structure historique, depuis 1954, cette structure a été particulièrement perturbée et attirée par les tendances diverses qui ont fini par la marquer.

Un autre caractère de la périodisation de la structuration de la société réside dans l'existence de contre-phase. Ce terme doit être précisé : la contre-phase correspond à l'inversement d'une partie de déroulement de la phase. Dans la contre-phase nous allons trouver des événements et des situations allant en sens opposé du mouvement général de la phase. La contre-phase n'est pas négative, elle peut au contraire relever d'une dynamique qui déterminera des conduites collectives formelles et nouvellement acceptées. La contre-phase impulse un effet dialectique que justifie la présence de contradictions, de crises, de conflits au sein de la période considérée. Ainsi, entre 1954 et 1962, au moment de la solidarité du combat, la dialectique laisse apparaître des comportements de liberté et de libération qui préparent déjà la phase suivante. Entre 1962 et 1970, lorsque le mouvement général est vers l'expression fondamentale de la liberté, la contre-phase implique des groupes sociaux à haute rationalité qui préparent la planification de l'économie et de la socialisation des moyens de production. Entre 1970 et 1976, en pleine période d'industrialisation se pose le sens même de cette industrialisation et de façon générale le sens du devenir national. Entre 1976 et 1980, lorsque le mouvement est à la relation au pouvoir et aux institutions, on pose déjà les possibilités de recentrage et de nouvelles régulations sociales. Dans la phase actuelle, 1980-1985, alors que les régulations sociales sont l'objet d'actions généralisées, semble se dessiner la nécessité d'un, nouveau rapport institutionnel, d'une juridiction plus proche des demandes sociales.

On peut dire que chaque phase porte en elle les éléments nécessaires au démarrage de la phase suivante. La phase suivante ne peut naître que des impuissances et des insuffisances de la phase actuelle. Il s'agit en quelque sorte d'un jeu de compensation des carences antérieures, jeu qui met en œuvre des procédures et des ajustements. Le tout est une recherche de l'équilibre qui, en fait, ne sera jamais atteint complètement.

Dans cette énumération des caractères essentiels de la périodisation de façon générale et de son existence en Algérie de façon plus particulière, il faut signaler en dernier lieu la notion de compilation et de sédimentation des divers paramètres des différentes phases. Les paramètres de chaque phase sont compilatoires avec ceux de la phase suivante. Ainsi, le paramètre de la phase ne disparaît pas avec la fin de la période, il se maintient et se reporte sur la période suivante dans un entassement en étages comme les diverses couches sédimentaires du relief. Par exemple, la solidarité de la guerre de libération se reporte, sous certaines formes, à la phase de la libération ; ces deux paramètres : solidarité et libération, se maintiennent dans la phase suivante qui est celle de la socialisation. De cette manière, dans la phase actuelle de l'ajustement de la régulation sociale, nous nous trouvons face à des couches superposées de la symbolique sociale et de ses significations de même que de ses pratiques : solidarité de guerre, aspiration aux libertés totales, exigences d'une socialisation égalitaire, référence à un nationalisme opérationnel, intérêt à une relation transparente, au pouvoir et aux institutions. Tous les paramètres de la pratique sociale se retrouvent en même temps, à des degrés divers et à des niveaux différents, pour constituer l'ensemble des critères de la structuration de la société actuelle, c'est-à-dire celle de la génération comprise entre 1954 et 1962.

L'ensemble de ces paramètres essentiels va constituer, dans le rapport établi entre eux, l'expérience propre de la société algérienne et le caractère original de sa formation.

Cet ensemble de conditions liées à la périodisation devrait faciliter la compréhension et l'explication de la structuration de société en Algérie. La structuration de la société algérienne se fait à un rythme accéléré, en fonction de la brièveté des phases et de la densité des événements qui s'y produisent et des situations qui s'y développent. On peut dire que la société algérienne ne prévaut pas par son conservatisme entre 1954 et 1985 mais par un dynamisme intrinsèque qui passe par une redistribution répétée des jeux et des enjeux de la régulation sociale.

Par la force de la dynamique sociétale qui inclut celle du pouvoir et celle du système de production, la nouvelle génération est à la fois totalement différente de celle de 1954 dans ses comportements, et aussi profondément semblable à celle de 1954 dans sa relation avec l'identité culturelle.

Ainsi, le calcul du changement en fonction des générations doit être possible, mais il est nécessaire de le médiatiser par des repérages macro-sociaux et par des mini-phases tenant compte des classes d'âge successives.

Les termes du changement social se posent dans le cadre de la structuration de la société actuelle.

Il est indubitable que la société algérienne n'a absolument plus rien à voir avec

la société de 1954. Les changements dont elle a été l'objet à travers les paliers des diverses phases que nous venons d'énumérer l'ont menée à un nouveau contexte complètement différent.

La société algérienne a assumé et subi durant la période de 1954 à 1985 un changement approfondi de sa constitution, de sa morphologie et de sa physiologie.

Le changement a beaucoup plus concerné les fonctionnements de la société que sa structure.

Les fonctions relatives à la production, à la consommation, aux loisirs, au mode de vie, à l'éducation, à la socialisation et au contrôle social sont complètement différentes de ce qu'elles étaient il y a trente années : la production est industrielle, la consommation est de masse, les loisirs sont multipliés, le mode de vie est modernisé, l'éducation est laicisée, la socialisation est d'une forme plus civile, le contrôle est moins interne au groupe. Mais le fonctionnement social change en prenant deux directions opposées mais parfaitement cohabitables. D'une part, le fonctionnement de la société prend une direction complètement moderniste et imite assez largement certains styles de vie européens. D'autre part, le fonctionnement s'oriente fortement vers une exacerbation, ou une exagération, des fonctions coutumières, ou historiques, de la société. Cette ambivalence est tout à fait apparente dans l'utilisation de l'habitat, qui se fait de façon à la fois moderne et coutumière, dans l'organisation des fêtes et des cérémonies, modernisée et "hyper-coutumériste", dans les modes vestimentaires dualistes, dans les modes culinaires, dans les relations parentales même. Cette ambivalence porte en elle la question du rapport de l'influence externe et des traits culturels historiques (cependant, nous ne pouvons nous y attarder ici).

De façon générale, au niveau du fonctionnement social, le changement s'est opéré sur la base d'une double option sociétale : une option déclarée vers l'influence extérieure, et une option fondamentale et indiscutée des contradictions et des aberrations liées à cette double option, et que chacun de nous peut relever à son niveau, on peut dire qu'il y a cohabitation et convivialité entre les deux options, entre les pratiques a priori différentes et opposées que le génie populaire a fait rapprocher et intégrer là où s'y attend le moins.

De la même manière que le fonctionnement social, la structure sociale semble se définir par un dualisme structurel. Les structures déterminent des rapports sociaux entre elles. Or nous avons à faire dans la société algérienne à un premier type de relations sociales complètement laicisées; dans lesquelles les solidarités ne tiennent compte que des intérêts de groupe ou de classe, et à un second type de relations sociales largement sécularisées, dans lesquelles les solidarités sont proprement familiales, ethniques, historiques et desquelles l'individu ne peut se défaire de quelque manière que ce soit. Ces deux types de solidarité correspondent à des formes de relations sociales réalisées dans le contexte de structures bien précises.

Parmi les structures on peut signaler : la famille, le groupe d'origine, la catégorie économique, la catégorie culturelle, la classe d'âge pouvant être élargie à la génération, la catégorie sociale et la classe sociale. Là où il y a organisation, institution, groupe constitué, il y a structure sociale. Peut-on dire aussi que le support physi-

que de la structure sociale, les fonctions qu'elle remplit et les règles qui la régissent sont toutes dualistes et ambivalentes. Une réponse positive à cette question permettrait de comprendre de nombreux fonctionnements de la société algérienne actuelle, dans ses pratiques contradictoires, courantes ou même anatomiques.

Les changements opérés au sein de la structure sociale se perçoivent à travers les transformations intervenues dans la famille qui, de patriarcale est devenue paternelle, dans le groupe d'origine qui, de solidarité de survie passe à une solidarité de stratégie sociale, dans la catégorie économique, qui, d'un mode de production artisanale va à un mode de production industrielle, dans la catégorie culturelle, qui, de faible instruction s'élargit à une instruction massive, dans la catégorie sociale, qui, de la hiérarchie rigide des rôles et statuts s'investit dans une hiérarchie bousculée et entreprenante, dans la classe sociale enfin, qui, de caractère historique à faible mobilité prend un caractère contemporain moderne à grande mobilité d'aspect proto-industrielle.

Ces grands repères indiquent le caractère initial et le caractère final du changement des éléments de la structure sociale. Ils n'en indiquent pas le processus ; l'analyse de ce processus mérite des développements spécifiques, du fait de sa complexité et de son ampleur.

De façon générale, on peut dire que la structure de la société algérienne est passée, dans l'espace de trente ans, d'un niveau d'organisation relativement rigide, moins hiérarchisé, statutairement déterminé, conforme à une éthique centralisée et à un mode de production d'auto-suffisance et de consommation d'austérité, à un niveau d'organisation nettement plus souple dans son fonctionnement, à hiérarchie multiple, statutairement indéterminée, conforme à une éthique moins centralisée, à un mode de production basé sur le surplus et à un mode de consommation pouvant impliquer le gaspillage.

Entre ces deux niveaux d'organisation de la société algérienne, beaucoup d'événements se sont produits sur le champ de la pratique sociale. Il faut une approche plus ample pour les saisir et les ordonner.

A défaut de cette approche ample, la périodisation relative à la logique de la structuration de la société algérienne, et les cinq phases qui ont pu être dégagées avec leurs caractères essentiels donne une indication du sens du processus de structuration de la société algérienne.

Cette indication du sens a une utilité surtout pédagogique et méthodologique, elle ne saurait dispenser d'un investissement plus complet des divers champs de la structuration de la société.

Dans ces divers champs, nous pouvons relever :

- la prédominance du sociologique dans la structuration de société,
- la structuration du milieu par les diverses structures de société,
- la mobilité sociale comme élément de renouvellement des populations dans les différentes couches sociales,
- les mouvements sociaux et leur rôle dans la structuration sociale,
- la recherche scientifique en sociologie et son rapport à la connaissance de la structuration sociale.

Même si elles ne sont pas complètes, ces indications offrent une possibilité d'investigation aux trois niveaux du supra-structurel, du structurel et de l'infra-structurel. Le niveau supra-structurel situe les dominantes des systèmes symboliques et éthiques, les catégories sociales qui les sous-tendent, dans la genèse, au sens génétique, de la structure sociale. Dans notre cas, il s'agit de l'héritage social, culturel et économique de la société, le rapport à cet héritage et la volonté de le réinterpréter dans le cadre d'une nouvelle répartition des enjeux sociaux ; il s'agit aussi de l'emprise religieuse et de sa perpétuation par les divers groupes sociaux, comme élément fortement balisé et largement reconnu pour l'intégration sociale. Les aspirations sociales économiques et culturelles des individus et des catégories sociales, comme système d'idées culturellement appris, entrent aussi dans le niveau supra-structurel appelé à intervenir sur le sens de la structuration de société. Ces aspirations jouent dans des directives valorisées par l'ensemble social : le haut standing de vie, la reconnaissance sociale, le prestige individuel et familial, le pouvoir financier (même relatif, c'est-à-dire relationnel, servant à la maintenance des relations), le pouvoir administratif du même ordre. Ces aspirations définissent le contenu des pratiques sociales pour les atteindre.

Le niveau structurel est intimement et directement lié au champ supra-structurel. Il apparaît dans les relations qu'il entretient avec la supra-structure, l'infra-structure et avec l'environnement dans toutes ses composantes. Le niveau structurel est l'image, à un moment donné, de la société, dessinée à travers le profil des circuits qui rattachent les catégories sociales à la supra-structure, l'infra-structure et l'environnement. Une structure est un rapport précaire, d'une part, et permanent, d'autre part ; **précaire** : parce que n'importe quelle transformation importante de la supra-structure, de l'infra-structure et de l'environnement introduit un changement dans le structure ; **permanent** parce que ni la supra-structure, ni l'infra-structure, ni l'environnement ne changent facilement et rapidement. La structure définit les catégories sociales à l'intérieur de l'ensemble social, leur agencement, leur hiérarchie et leur coordination ; chaque catégorie sociale est chargée d'une fonction à l'intérieur de l'ensemble social ; elle joue ses fonctions complémentaires à celles des autres catégories sociales, desquelles elle dépend d'une manière ou d'une autre. La structure intervient fréquemment sur l'environnement dans lequel elle se trouve, et tente de l'adapter à ses fonctions. La structure peut aussi intervenir sur la supra-structure qu'elle valorise, occulte et interprète selon les intérêts en jeu, qu'elle forme ou déforme selon les conjonctures et les contraintes de toutes sortes.

Cependant, l'infra-structure semble déterminer plus directement la structure par la force de la dynamique interne qui l'entraîne. Le caractère de la structure est physique et concret, observable et palpable. La structure se retrouve en premier lieu dans toutes les espèces de rassemblements humains, de concentrations sociales, d'agréations groupales ; leur énumération est longue, mais principalement, ce sont : la famille, comme structure sociale de base, l'équipe de travail, le groupe de loisir, la classe scolaire, la promotion de formation, l'équipe sportive, la cellule politique, la section syndicale. Peuvent entrer dans la structure, comme prolongement ou comme complément, les groupes à demi-structurés qui se retrouvent épisodiquement, sans posséder d'objectif commun unanimement exprimé, comme la clientèle, les voisinages de quartiers et même d'immeuble, les groupes effectuant

les mêmes circuits entre les lieux du travail et les lieux d'habitation, et d'autre part, peuvent entrer dans la structure, comme prolongement, les groupes structurés à distance, qui n'ont de contact que par la réputation et la reconnaissance sociale, les experts d'un même domaine, les groupes concernés par des phénomènes sociaux identiques.

Cette rapide classification nous aidera à signaler que, concernant la société algérienne, la structure familiale et la structure professionnelle jouent un rôle prédominant et constituent des repères permanents à l'ensemble des autres structures. Les groupes à demi-structurés n'occupent pas une place importante dans la structure sociale. Par contre, les groupes structurés à distance sont nettement plus déterminants, à l'exemple des groupes de même origine ethnique, les groupes de même niveau économique, les groupes de même appartenance idéologique.

Ces groupes à distance, même s'ils ne se retrouvent jamais ensemble, en un même lieu et un même temps, créent un réseau de relais qui sert de contact établissant des solidarités.

### **La reformulation de la solidarité sociale.**

A partir de 1954, la société algérienne tout entière s'organise en fonction d'un combat libérateur implacable. Des formes de solidarité particulières apparaissent dans la société.

Limité dans sa liberté de mouvement et dans sa liberté de circulation, l'algérien résiste et combat grâce à des formes de solidarité existant dans la famille, le travail, le quartier, le marché et le café. Ces milieux organisent des résistances nécessaires pour vivre d'abord, lutter et vaincre ensuite. A cette période déjà, les familles urbaines se restructurent en recevant des membres ou des groupes familiaux ruraux fuyant la répression violente. Dans un même espace locatif, les familles sont plus nombreuses. Dans le milieu rural, la société est profondément destructurée par les massacres, les déportations et les regroupements de population dans les villages spécialement construits à cet effet. En gros, pas un seul algérien n'échappe à l'organisation de guerre de la société.

A l'indépendance, soudain libre, l'algérien doit gérer sa liberté. Dans les villes, les familles nombreuses se divisent pour occuper les logements des "Pieds-noirs" ayant quitté le pays. Les familles installées en appellent d'autres de l'intérieur du pays. Certaines familles isolées tentent et réussissent l'installation en ville sans aucune aide, ni relation.

Il y a une redistribution totale des jeux et des enjeux sociaux et familiaux. A l'indépendance nationale, tout se passe comme si une partie de la société algérienne partait de zéro. Dans la campagne, peu de gens déplacés retournent à leur lieu d'origine, ils préfèrent aller vers les villages et les agglomérations. Cependant, la population rurale vit au bord du dénuement et de la misère.

L'Etat tente de structurer le secteur de l'économie, à partir de 1964, par la création des premières sociétés nationales (S.N.S., SONATRACH) ; le secteur étatique va s'élargir de plus en plus sur cette base initiale. Le travail est organisé de façon volontariste et l'économie est particulièrement sensible à la carence de l'encadre-



ment ; les responsables politiques d'hier se reconvertissent en responsables d'entreprises ou d'administration.

La nécessité d'une planification apparaît pour l'organisation de l'économie. La structuration de l'économie, notamment du secteur public, devient pour l'Etat le principal outil du développement social. Les projets industriels vont apparaître dès 1964.

Cette réalité en impose d'autres au plan de la structuration sociale : l'introduction du salariat va définir une couche socio-économique de plus en plus large de travailleurs.

La masse des travailleurs est largement analphabète et peu qualifiée. Le volontarisme au travail reste grand. La femme fait son apparition dans l'industrie, notamment dans les travaux de secrétariat, d'infirmier, de laboratoire et les travaux ménagers.

Ces changements structurels socio-économiques s'accompagnent de changements au niveau de l'individu, de la famille et des groupes.

Au niveau psycho-sociologique, les formes de solidarité de la période révolutionnaire, liées à un contrôle social hautement contraignant, (qu'on se souvienne de l'interdiction de fumer pour l'ensemble du peuple algérien), ces formes de solidarité de combat vont éclater et laisser place à une notion de l'indépendance individuelle ; entretenue par un soubassement agressif important. Durant la période de l'après indépendance les comportements individuels sont devenus libertaires avec une tendance à l'agressivité verbale et gestuelle.

En 1972, début du mouvement de la structuration sociale actuelle, le jeune algérien né en 1954 et âgé de 18 ans va trouver des règles du jeu précises qui viennent à peine d'apparaître mais qui s'imposent à lui comme des conditions nécessaires. Les cadres de l'intégration sociale, très fragiles en 1962, apparaissent plus nettement en 1972. D'abord, le cadre bâti se resserre de nouveau pour laisser apparaître le début d'une crise de logement qui ne cessera de s'amplifier. Ainsi la famille algérienne qui s'est divisée en 1962, va connaître de nouveau en 1972, un élargissement de sa base devant l'impossibilité de trouver un nouveau logement. Devant la situation de crise, les mécanismes de solidarité familiale se remettent à jouer entre les membres du groupe. Ensuite, l'emploi offert dans le cadre de la planification économique est celui des salariés vivant uniquement d'un salaire difficile à équilibrer. Les familles arriveront à déplacer cette contrainte de l'équilibre budgétaire grâce au travail de plusieurs membres qui ramènent plusieurs salaires. En gros, il va se poser à la société algérienne dans son ensemble un nouveau rapport famille-travail-consommation tout à fait original qui diffère largement de la nature de ce rapport dans la société algérienne de 1962. Le type de travail et le type de la consommation correspondent à des structures jusque là inconnues dans notre milieu.

Le profil familial reste largement tributaire du profil historique dans son réflexe de procréation et dans sa représentation des types de solidarité sociale. La pesanteur familiale est très forte et fortement magnétique au plan de la consommation.

Ce rapport à triple niveau famille-travail-consommation est caractéristique du deuxième mouvement de la structure de société. La famille va définir le statut individuel de ses membres, le travail objective la production économique et la consommation cristallise le type de reproduction des forces sociales. Dorénavant, l'individu se voit octroyer un statut en fonction de l'élargissement de sa base de consommation. Dans la structuration sociale actuelle, la consommation prend un caractère, réellement instrumental : le budget familial, le standing du logement, l'acquisition du véhicule automobile, les frais d'éducation, les voyages à l'étranger, tout ceci est consommation instrumentale. Ainsi l'individu est confronté à une stratégie sociale implacable dans son impact et dans ses effets. Tout avoir et tout pouvoir est la règle du statut élevé, avoir et pouvoir, partiellement, situent l'individu de plus en plus bas dans la grille du statut social.

Les différentes catégories sociales et les différentes classes d'âges sont profondément imprégnées de l'idée d'acquisition d'un statut social fondé sur le rapport à la consommation. L'élargissement de la base de la consommation et l'établissement d'un système de consommation deviennent les objectifs socio-culturels prioritaires de l'individu. Occuper l'espace, consommer les produits et les techniques, participer au pouvoir, y compris en le critiquant, font partie de la stratégie de consommation, d'occupation et d'intervention. Toutes les catégories sociales et toutes les classes d'âge ont conscience d'une nouvelle répartition des enjeux sociaux et d'une structuration nouvelle de la société.

L'adolescent et même l'enfant d'aujourd'hui sont imprégnés de l'idée des règles du jeu social fondées sur des rapports objectivés, précis, et radicalisés. Les adultes de plus de 60 ans sont des témoins impuissants de cette dynamique sociale qui les marginalise ; ils ne peuvent que témoigner d'un passé récent tout à fait différent et d'une jeunesse aux caractères complètement opposés à celle-ci. L'adulte de 25 à 60 ans vit cette maturation sociale de façon conflictuelle, stressante et perturbée ; cependant, qu'il le veuille ou non, il subit et assume la plupart des nouvelles règles du jeu social.

On a l'impression d'une perturbation sociale prononcée, d'une désorganisation sociale, ou même de désintégration de certaines structures, en fait, il s'agit de nouvelles règles du fonctionnement social, issues d'une logique de restructuration de la société. Cette restructuration se fait selon un premier axe égalitaire, autogestionnaire et participatif, un second axe fondé sur la gestion étatique et le service public, un troisième axe à référent entrepreneur, privatif et différentiel. En fait, ces axes ne sont pas ceux de l'individu et de la famille mais ils sont leur expression cristallisée au niveau des orientations collectives de la gestion nationale.

La société nouvelle donne l'impression que l'individualisme est un mode dominant et que la recherche de l'intérêt personnel, de façon déclarée, est devenue un principe général. La société nouvelle offre aussi l'image d'une mobilité sociale exceptionnelle et d'une course à l'enrichissement effrénée. A tel point que l'homme aux principes éthiques, l'homme qui n'affiche pas d'ambition, qui ne demande rien aux institutions et qui ne revendique que son identité, cet homme devient anormal, marginal. L'homme normal dans cette structure souple c'est l'homme d'affaire, l'affairiste tout azimut, qui a plusieurs cordes à son arc, qui s'introduit partout et

régle comme par magie, les problèmes les plus insolubles. Cette débrouillardise sociale généralisée et systématisée indique presque parfaitement le caractère de la structure souple au niveau des comportements. Cette souplesse de la structure permet la répartition de nouveaux enjeux sociaux, dans lesquels les plus débrouillards et les plus actifs vont bénéficier d'un bon emplacement, et dans lesquels les plus passifs vont se trouver relegués au second plan. Ce type comportemental se situe aussi bien dans le milieu de la famille que dans celui de l'entreprise, que dans celui des loisirs, des activités sociales ou des relations sociales. L'individu s'est trouvé, en l'espace de deux décennies, être l'objet de sollicitations multiples, multidimensionnelles et souvent inattendues. Les contraintes liées aux situations vécues par l'individu dans la structure souple sont très fortes, la débrouillardise sociale sert la plupart du temps à se libérer de ces contraintes.

Dans ce contexte, l'éducation entre peu dans la valorisation du statut social. L'éducation scolaire n'est reconnue que si elle ouvre l'accès à la production économique individuelle, c'est-à-dire acquérir un salaire, un sur-salaire ou une richesse, et, à la consommation instrumentale, c'est-à-dire avoir de tout et en bonne quantité et qualité. Pour être plus précis, il y a lieu de distinguer le prestige et le statut ; le haut niveau d'instruction confère un prestige d'ordre culturel, mais n'ouvre pas le droit à un statut social élevé dans la phase actuelle de la structuration sociale.

### **Le mouvement de structuration de société**

L'indépendance de l'Algérie a eu lieu le 5 juillet 1962. Cette date historique n'est pas nécessairement sociologique, dans l'approche du changement social et de la structuration de société.

Pour le sociologue, la date du 5 juillet n'est pas une finalité mais un jalon de mouvements sociaux plus amples, entamés avant et poursuivis après cette date. Le repérage de 1954, et tout le mouvement social et politique vécu jusqu'en 1962, permet de mieux comprendre les évolutions de société intervenues après l'indépendance.

Le mouvement ayant mené à l'indépendance nationale remonte, certes, à 1830, comme il est inscrit au delà de cette date dans les caractères permanents de la société algérienne.

Cependant, pour la clarté de l'exposé, nous retiendrons dans l'histoire immédiate la seule période de 1954 à 1962 ayant directement abouti à l'indépendance nationale et connue par les générations actuelles vivant au sein de la société algérienne.

Ainsi, le mouvement de structuration sociale d'après l'indépendance, prend sa source dans les paliers de la structuration antérieure, historique, de la société algérienne. La société de l'indépendance n'existe pas **ex. nihilo**.

Cette observation est importante car elle permet de souligner que la société actuelle porte en elle son histoire et les caractères de ses structures antérieures.

Le mouvement de libération nationale permet de mieux saisir les décisions nationales à caractère auto-gestionnaire pour la reprise en main de l'économie, celles

aussi de l'étatisation des secteurs économiques, celles de la démocratisation de l'enseignement. Il permet aussi de mieux comprendre l'aspiration individuelle à la liberté, à l'émancipation et au progrès.

Toutes ces décisions, de niveau global, sont des objets de maturation sociale. Il faut accepter l'idée, encore, qu'une décision de niveau collectif n'est jamais prise arbitrairement ; elle ne peut être isolée de son contexte ; elle est optée sur la base de rapports de force et de rapports sociaux bien précis. Les grandes décisions nationales ne sont jamais spontanées, au sens plein du terme, elles sont la résultante de maturation sociale au sein de groupes sociaux déterminés dans lesquels elles apparaissent.

Durant la première décennie de l'indépendance, les grands problèmes de la société se dévoilent et exigent des réponses : l'analphabétisme, le chômage, le déclin de l'agriculture ; et les réponses sont la scolarisation, la politique de l'emploi, l'idée de la réforme agraire.

Les retrouvailles de la liberté, bien sûr, se sont accompagnées, à leur début, de débordements, de perturbations et d'exagérations.

Il a fallu attendre l'équivalent de toute une classe d'âge, c'est-à-dire que les natis de 1962 soient en âge de scolarité, en 1967-68, pour que les esprits se calment un peu. C'est à cette période aussi, en 1967-68, que démarrent les actions fondamentales du développement, à travers de ce qu'on désignait dans les termes de tryptique révolutionnaire. La structure souple, perméable et mobile de la société, s'est trouvée dotée d'une nouvelle dimension, ou une nouvelle vocation, dans l'esprit du développement ; celui-ci exige l'initiative intrinsèque d'intervention des catégories concernées. Les cadres de l'action économique se sont multipliés très vite et très largement. Autour de cette action économique vont se greffer de nouveaux types de comportements sociaux visant à l'acquisition de nouveaux rôles et de nouveaux statuts avantageux au sein de la société des années soixante dix.

En 1972, un nouveau mouvement de la structuration de société commence. C'est en 1972 que démarre la Révolution Agraire, la gestion socialiste des entreprises, que se termine le premier plan quadriennal et se profile le deuxième plan.

Toutes ces actions prennent leur source dans le mouvement socio-politique de l'indépendance, ainsi que dans le mouvement de libération nationale de la période antérieure.

Par l'effet conjugué d'un certain nombre de paramètres, la morphologie sociale et le fonctionnement de société vont prendre une forme et un contenu nouveaux. Tout se passe comme si, à partir de 1972, le corps de la société algérienne faisait sa mue et qu'il changeait de peau : un corps social historique dans une peau neuve. Cette mue a été facilitée par les critères d'évolution liés à l'indépendance, notamment à travers les résultats de la scolarisation, de l'emploi, de l'exode rural, de la saturation urbaine, du salariat et de l'économie de marché ; cette mue est précipitée aussi par l'importance de la croissance démographique et de la population jeune. Cette population jeune, qui atteint l'âge de puberté et d'adolescence après 1972, va se donner de nouveaux critères de fonctionnement qui ne sont plus ceux des

premières années de l'indépendance ni ceux des années de guerre révolutionnaire. Dorénavant, la structuration sociale va se préciser et se précipiter.

Le mouvement de structuration entamé en 1972 se développe pleinement en 1980. En 1980, les jeunes algériens nés en 1962 atteignent l'âge de 18 ans, ils représentent la première vague de la génération d'après l'indépendance, nés durant la paix et la liberté. En 1980, nous enregistrons le début du plan quinquennal, le début de la restructuration de l'économie et des entreprises, le début de l'application du statut général du travailleur, la priorité accordée au secteur social pour la première fois depuis l'indépendance. L'ensemble de ces situations et événements indique suffisamment que de puissantes conjonctions sociales, de forts soubassements sociologiques et de besoins sociaux importants se sont rencontrés et se sont agrégés afin de permettre à ces champs de l'activité économique et politique d'apparaître sur la scène.

La prise en considération du secteur social, après 1980, par l'Etat, est une injonction liée à la pression sociale et aux contraintes sociales qui se sont accumulées tout particulièrement dans le domaine de l'habitat. La crise du logement est devenue classique et structurelle tant dans sa forme que dans son contenu. L'inadéquation du salaire et du coût de la vie se pose dans toute son étendue parmi les travailleurs salariés. Un certain nombre de situations sociales relatives aux handicapés, aux enfants abandonnés, aux vieillards isolés, aux enfants d'âge pré-scolaire, aux mères travailleuses nécessitent aussi une attention soutenue de la part de l'Etat et de ses structures concernées. Toutes ces questions à caractère essentiellement social vont compliquer l'approche de la société algérienne des années quatre vingt.